

EVALUER LES RÉSULTATS EN PROMOTION DE LA SANTÉ

COMPTE-RENDU
DU SÉMINAIRE ÉVALUATION
DU 23 SEPTEMBRE 2025



Introduction

En tant que **Centre d'Expertise en Promotion de la Santé**, agréé par la Région wallonne, ESPRIst-ULiège poursuit trois missions :

- le soutien à **l'évaluation** sous différentes formes ;
- le soutien à la mutualisation et à la **capitalisation** des pratiques de terrain ;
- la contribution à l'élaboration du **Plan wallon** de promotion de la santé et de prévention, à son pilotage et son évaluation.

Dans le cadre de ses missions, ESPRIst-ULiège organise des « **Séminaires Évaluation** » destinés à susciter les échanges et les réflexions sur des questions d'évaluation, en mêlant apports théoriques et cas pratiques. Notre objectif est de permettre aux participant·es d'échanger leurs questionnements et expériences, tout en découvrant des repères pratiques pour des évaluations qui aient du sens.

Pour ce séminaire de rentrée, l'équipe d'ESPRIst-ULiège s'est penchée sur la question de l'évaluation des résultats dans les projets et politiques de promotion de la santé. Cette étape, essentielle dans le cycle d'un projet, vise à comprendre **dans quelle(s) mesure(s) une intervention atteint les changements recherchés**, tout en permettant d'identifier d'éventuels **effets inattendus**. Bien que très utile pour éclairer les décisions et améliorer les pratiques, l'évaluation des résultats n'est pas toujours facile à mettre en œuvre. Ce séminaire avait pour objectif d'apporter des **repères et des exemples concrets** afin d'aider les participants à mieux saisir la notion de résultat et à explorer différentes façons de l'évaluer dans leurs contextes d'action.

[Lire les comptes-rendus des séminaires précédents](#)

Il **n'existe pas une seule bonne manière de pratiquer l'évaluation**. On peut utiliser des méthodes différentes, des outils différents, avec des finalités et objectifs variés. En outre, les définitions des termes techniques et des concepts varient et ne sont pas toujours partagées, même au sein de la communauté des évaluateurs.

En cela, La position d'ESPRIst-ULiège est celle d'une **interface**, au carrefour de différents enjeux et points de vue. Il s'agit soutenir les acteurs de terrain en leur proposant des manières de travailler l'évaluation qui aient du sens pour eux, au regard de leurs pratiques et de leurs contextes spécifiques, mais aussi de tenir compte des cadres administratifs et politiques dans lesquels s'inscrivent les projets, tout en contribuant à des échanges d'ordre scientifique et méthodologique sur l'évaluation en promotion de la santé.

Partie théorique

1. L'évaluation

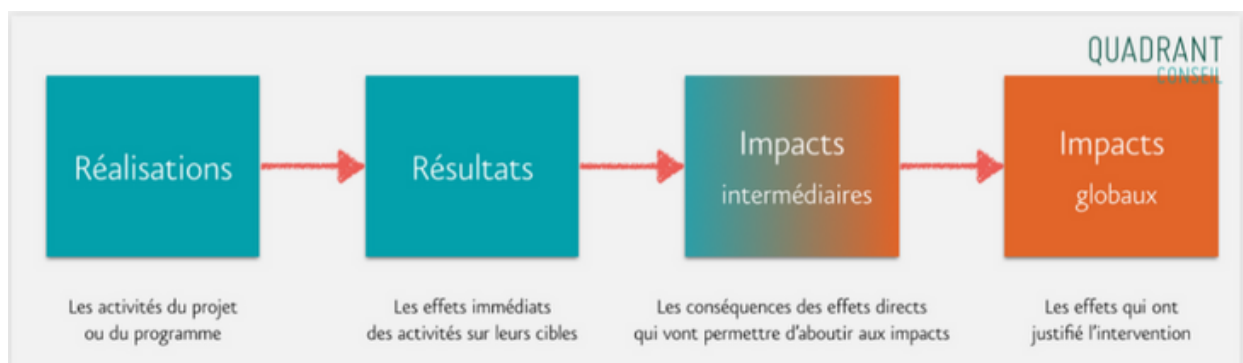
L'évaluation est un processus structuré qui permet d'**attribuer une valeur** à un projet, un programme ou une action à **partir d'informations collectées** de manière méthodique. Elle repose sur trois dimensions :

- **Observer**, qui consiste à recueillir des données pertinentes sur les activités et leurs effets.
- **Juger**, qui signifie analyser ces données en fonction de critères tels que, par exemple, la pertinence, l'efficacité ou la cohérence.
- **Agir**, qui renvoie à l'utilisation des résultats pour ajuster les pratiques, améliorer la qualité des interventions et valoriser le travail réalisé.

2. Qu'est-ce qu'un résultat ?

Pour pouvoir l'évaluer, il faut d'abord définir la notion de résultat. Le résultat est entendu comme un **changement attendu** suite à la mise en œuvre d'une activité ou d'un projet, afin d'atteindre des objectifs définis (par exemple : acquisition de nouvelles connaissances, modification d'attitudes, renforcement de compétences, évolution de pratiques ou d'environnements). Ce concept se distingue du **processus**, qui décrit la manière dont les actions sont réalisées, des **réalisations**, qui correspondent aux produits concrets générés (formations, outils, événements), et des **impacts** qui désignent les effets à long terme sur la santé, le bien-être ou les comportements. Ces différents objets constituent les différentes dimensions sur lesquelles une évaluation peut porter.

La notion de « **chaîne d'effets** » ou « **chaîne de résultats** » permet de comprendre les relations entre ces différents objets. Celle-ci décrit la succession logique entre les activités mises en œuvre, leurs réalisations, les résultats directs et indirects, et les impacts à long terme. Elle permet de rendre visible la logique d'intervention sous-jacente à un projet et d'identifier les liens de causalité entre ce qui est réalisé et les changements observés.



<https://www.quadrant-conseil.fr/ressources/evaluation-impact.php#/5>

Cette approche peut être illustrée par plusieurs **exemples** :

- L'exemple du **Nutri-Score** montre que l'objectif final (améliorer la santé nutritionnelle de la population) n'est pas atteint directement par la mise en place du dispositif. Entre l'action et l'impact, plusieurs étapes interviennent : lecture des étiquettes, compréhension des informations, prise en compte dans les choix d'achat, puis modification durable des comportements alimentaires.
- La création de **centres de conseils en nutrition** qui visent à renforcer les connaissances et les compétences des parents, mais l'impact sur la santé des enfants dépend aussi de la capacité des parents à mettre en pratique ces connaissances, de leurs conditions de vie et de leurs ressources.
- Les **potagers communautaires** illustrent quant à eux une logique collective : la mise en place des potagers et des ateliers culinaires favorise un meilleur accès à des aliments sains, développe des compétences, renforce les liens sociaux et, à plus long terme, peut contribuer à une amélioration du bien-être et de la santé des habitants.

Ces exemples montrent que les effets observés résultent souvent de plusieurs facteurs combinés. En promotion de la santé, les changements mesurables à long terme dépendent d'un ensemble de déterminants sociaux, économiques et environnementaux. L'évaluation doit donc s'attacher à **comprendre la contribution d'une intervention** ou d'un ensemble d'activités dans un contexte particulier, en lien avec d'autres facteurs.

On peut distinguer **différents niveaux de responsabilité**. Les porteurs de projet peuvent rendre compte des effets directs de leurs actions, comme le renforcement de compétences, l'évolution des attitudes ou la création de dynamiques collectives. Ils peuvent donc se questionner sur les effets directs de leurs actions, comprendre les conditions qui favorisent ou freinent leur atteinte et intégrer cette réflexion dans une logique d'amélioration continue. Les effets à long terme, en revanche, dépendent de multiples facteurs externes (politiques, économiques, culturels) et dépassent la responsabilité des opérateurs. Cette distinction aide à recentrer l'évaluation des résultats sur les effets réels et observables du projet.



3. Comment évaluer des résultats

Pour évaluer des résultats, il convient de **formuler des questions évaluatives**. Elles peuvent être de différentes natures :

- **Les questions descriptives**, qui visent à comprendre ce qui a changé et pour qui. Ex : Qu'est-ce qui a changé ? Quels objectifs ont été atteints, et dans quelle mesure ? Quels sont les effets (attendus) du projet ? Pour quels groupes constate-t-on ces changements ?
- **Les questions causales**, qui cherchent à identifier dans quelle mesure les changements observés sont liés à l'intervention. Ex : Dans quelle mesure ce qui s'est passé est-il réellement un effet de l'intervention ? Quels sont les liens de causes à effets ? Comment le projet a-t-il permis d'atteindre tel et tel résultat ?
- **Les questions normatives**, qui évaluent si les effets obtenus sont satisfaisants au regard des objectifs fixés ou des critères de qualité choisis. Ex : A quel point les résultats obtenus sont-ils satisfaisants ?

L'évaluation de résultats s'intéresse souvent au critère d'efficacité, mais peut aussi intégrer des dimensions d'équité, de pertinence ou de durabilité.

Les **indicateurs de résultats** doivent être choisis en fonction de ces questions afin de pouvoir y répondre. Ils servent à documenter et rendre visible les changements observés, mais ne doivent pas être une fin en soi. Certains résultats peuvent être appréhendés via des indicateurs chiffrés, d'autres par des approches qualitatives qui décrivent les évolutions observées. Toutefois, les indicateurs doivent être simples, compréhensibles, mesurables et adaptés au contexte du projet. Leur choix dépend des moyens disponibles, des capacités de collecte et de la nature des données recherchées.

Ainsi, **différentes méthodes de collecte** peuvent être mobilisées : questionnaires, entretiens individuels ou collectifs, observations de terrain, ou encore analyses de documents. Chaque méthode a ses atouts et ses limites. Les approches qualitatives permettent d'explorer les perceptions et les mécanismes de changement, tandis que les approches quantitatives facilitent la mesure et la comparaison. Leur combinaison permet de croiser les points de vue et d'enrichir l'analyse.

Enfin, il est également nécessaire d'adopter une **démarche d'évaluation souple**. L'évaluation doit être intégrée dans la dynamique du projet et s'adapter à son évolution. En effet, les projets évoluent dans le temps, et les outils initialement prévus doivent souvent être ajustés. Il faut également pouvoir laisser la place à l'inattendu et à la surprise. L'essentiel est de privilégier la qualité et la pertinence des données collectées, plutôt que la quantité. L'évaluation des résultats doit être comprise comme un **outil d'apprentissage**, au service de l'action. Elle permet de mieux comprendre les effets produits, d'en tirer des enseignements et de renforcer la cohérence des interventions mises en œuvre. Il ne faut donc pas se contenter de décrire et mesurer mais également tenter de comprendre et d'expliquer les phénomènes documentés pour pouvoir poser un jugement évaluatif.

Retour d'expérience : évaluation de la politique de cohésion sociale de la COCOF

Par **Fernanda Flacco** (CRACS-CBAI)

Le Centre Régional d'Appui à la Cohésion sociale (CRACS-CBAI) a présenté une évaluation menée en 2023 dans le cadre de la politique de cohésion sociale de la COCOF. Cette étude avait pour objectif de produire de nouvelles connaissances sur les publics qui s'engagent dans, et/ou bénéficient des actions subsidiées dans le cadre du dispositif de Cohésion sociale. Il s'agissait notamment d'identifier qui sont ces publics sur le plan sociodémographique et de comprendre les motivations qui les poussent à fréquenter les actions de cohésion sociale. Mais surtout, l'étude poursuivait un second objectif central : analyser les effets que les participant·e·s disent ressentir grâce à leur engagement dans les activités associatives.

La démarche s'est appuyée sur une **méthode participative** associant différents acteurs du dispositif : les associations de Cohésion sociale, les bénéficiaires et un comité d'accompagnement composé de divers acteurs de la Cohésion sociale (des gestionnaires de la COCOF, des coordinations locales de Cohésion sociale, les deux autres centres régionaux d'appui à la politique — le CREDASC et le CREDAF — ainsi que deux expert·e·s académiques). Les associations ont été impliquées à chaque étape du processus, depuis la définition des indicateurs d'impact jusqu'à la discussion des résultats. Des rencontres préparatoires ont permis de préciser les attentes, de recenser les difficultés rencontrées sur le terrain et d'ajuster les outils d'évaluation. Des pré-tests ont également été réalisés avec des bénéficiaires afin de garantir la pertinence et la compréhension des questionnaires.

Quatre questionnaires distincts, à destination de différents publics, ont été élaborés pour couvrir les quatre axes prioritaires du décret de cohésion sociale :

- L'accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté des enfants et des jeunes,
- L'apprentissage du français et l'alphabétisation,

- L'inclusion par la citoyenneté interculturelle,
- Le « vivre et faire ensemble ».

Ces outils combinaient des questions socio-démographiques, des questions portant sur les motivations à participer aux activités associatives, ainsi que des questions relatives aux effets des activités. L'enquête a recueilli les réponses de 1 116 bénéficiaires issus de 135 associations, représentant environ 58 % des actions soutenues. Les questionnaires ont été traduits et accompagnés de supports visuels afin de favoriser leur accessibilité auprès de publics non francophones ou peu familiarisés avec l'écrit.

La construction des indicateurs visait à **saisir des changements de nature subjective**, tels que la confiance en soi, le sentiment d'émancipation ou l'ouverture à l'autre. L'approche reposait sur l'auto-attribution de causalité, les bénéficiaires étant invités à exprimer les évolutions qu'ils associent à leur participation aux activités. Pour faciliter la mesure de ces dimensions, les indicateurs ont été déclinés en items concrets et observables.

Plusieurs **défis méthodologiques** ont été identifiés. Le premier concernait la création d'un climat de confiance avec des publics parfois fragilisés, afin de garantir la fiabilité des réponses. Une attention particulière a été portée au recrutement et à la formation des enquêteurs, choisis pour leur expérience associative, leurs compétences relationnelles et leur maîtrise des langues. Ils ont bénéficié d'une formation spécifique, comprenant des jeux de rôle et des simulations d'entretien. Des mesures ont également été prises pour limiter les biais de désirabilité sociale, notamment par l'anonymat des réponses, la présence de réponses « nuancées », la possibilité de refuser certaines questions ou d'interrompre l'entretien, et la vérification de la qualité des questionnaires. Enfin, la question du lien de causalité entre les effets observés et la participation aux activités a été discutée. Ainsi, les résultats suggèrent que les impacts de l'action associative sont plus marqués chez les personnes engagées de manière régulière ou de longue durée dans les associations, ce qui peut suggérer un lien de causalité.



Retour d'expérience : évaluation du projet “Je mange, je bouge pour ma santé”

Par *Cathy Lam et Anne-Catherine Grodos (De Bouche à Oreille)*

L'asbl De Bouche à Oreille (DBAO) a présenté l'évaluation du projet « Je mange, je bouge pour ma santé ». Ce projet vise à **promouvoir une alimentation équilibrée et l'activité physique auprès d'un public adulte, avec une attention particulière pour les publics avec statut socio-économique précaire**. L'objectif est d'encourager des habitudes de vie plus saines par des activités éducatives, participatives et conviviales.

Une démarche d'évaluation structurée a été intégrée dès le commencement du projet, et articulée en deux volets : une **évaluation continue** et une **évaluation finale**. La première visait à suivre l'évolution du projet et l'avancement des animations au fil du temps. Pour ce faire, trois outils complémentaires ont été élaborés :

- une grille d'observation,
- un tableau de suivi,
- un carnet de bord.

La **grille d'observation**, jugée plus adaptée qu'un questionnaire formel à un public précaire, reposait sur quinze indicateurs évalués sur une échelle à quatre niveaux (0-3), accompagnés d'espaces d'**observation libre pour consigner des effets inattendus**. Les données étaient ensuite encodées dans le tableau de suivi afin de suivre les indicateurs dans le temps. Le carnet de bord, quant à lui, rassemblait les observations qualitatives recueillies au fil des séances, permettant de décrire les dynamiques de groupe, l'évolution des motivations et les retombées imprévues du projet.

L'évaluation finale, réalisée en une demi-journée participative avec les participants au programme et les partenaires, a suivi le **modèle de Kirkpatrick**, distinguant quatre niveaux d'analyse : satisfaction, apprentissages, changements de comportements et effets à long terme. Ces quatre niveaux ont été évalués au niveau des participants. Des outils ludiques et participatifs (gommettes, panneaux routiers, arbre des liens sociaux, échelle de satisfaction) ont été utilisés pour faciliter la participation des publics et adapter la démarche aux contextes variés. L'évaluation a également porté sur la pertinence et l'impact des outils utilisés pendant le programme.

Plusieurs défis ont été relevés lors de la mise en œuvre de cette évaluation. Sur le plan méthodologique, l'équipe a dû adapter les outils aux capacités du public, définir des indicateurs pertinents, tenir compte des biais d'observation et rechercher une cohérence entre partenaires malgré la nécessité d'adaptations locales. Sur le plan pratique, la gestion du temps, des ressources et de la composition fluctuante des groupes a compliqué la continuité du suivi. Enfin, l'évolution du projet a nécessité d'ajuster les indicateurs en cours de route, afin de maintenir leur pertinence.

Les **leçons tirées** de ce premier cycle soulignent l'importance d'une **méthodologie souple**, adaptable au public et co-construite avec les partenaires. La **combinaison d'approches quantitatives et qualitatives** s'est révélée particulièrement utile pour rendre compte des effets observés, y compris ceux qui n'étaient pas anticipés. La **diversité des outils**, la valorisation des effets inattendus et la prise en compte des conditions de départ dans l'interprétation des résultats constituent également des points clés pour la suite du projet. Enfin, il apparaît essentiel de prévoir davantage de temps en amont pour le recrutement des participants et la co-construction de la démarche évaluative avec les partenaires.

Atelier pratique

L'après-midi du séminaire a été consacré à un atelier visant à mettre en pratique les notions abordées durant la matinée. L'objectif était **d'expérimenter collectivement une démarche d'analyse de données et de formulation d'indicateurs de résultats** à partir de matériaux réels fournis par un opérateur : Salto (AIGS).

Les participants étaient invités à travailler en petits groupes afin d'analyser un ensemble de données qualitatives et quantitatives issues d'une activité d'évaluation menée sur le terrain. Ainsi, chaque groupe disposait d'une trentaine de questionnaires remplis par des participants et devait identifier les informations permettant de **décrire les résultats de l'action**, de repérer des tendances et de proposer une méthode d'agrégation ou de classification des données. L'objectif n'était pas d'atteindre une réponse unique, mais de confronter les approches et les manières de traiter l'information pour « faire sens » à partir des données disponibles.

Les discussions ont rapidement mis en évidence la **diversité des approches possibles**. Certains groupes ont choisi de calculer des moyennes et de produire des chiffres synthétiques, tandis que d'autres ont privilégié une lecture plus qualitative des réponses. Plusieurs participants ont également souligné les difficultés liées au traitement de données parfois hétérogènes, incomplètes ou ambiguës.

L'un des aspects les plus discutés a concerné la **construction des catégories d'analyse**. Les participants ont dû réfléchir à la manière de regrouper des réponses ouvertes, parfois très variées, pour en dégager des tendances générales. Les débats ont porté sur la pertinence des catégories retenues, la subjectivité des regroupements et le risque de simplification excessive. Certains ont aussi souligné que les questions fermées facilitaient le codage, tandis que les questions ouvertes exigeaient un travail d'interprétation plus approfondi.

Enfin, la séance plénière a permis de partager les enseignements tirés de l'exercice. Les participants ont reconnu la richesse de l'expérience, qui leur a permis de confronter leurs pratiques et d'expérimenter **la complexité de l'analyse de données**. L'atelier a mis en évidence que l'évaluation ne se réduit pas à un traitement statistique, mais repose sur un **travail d'interprétation**, de contextualisation et de dialogue entre acteurs. Au-delà des résultats obtenus, cette activité a favorisé la réflexion sur la manière de transformer les données en savoirs utiles pour améliorer les pratiques.



SÉMINAIRES ÉVALUATION 2025

PROGRAMME

CONSTRUIRE DES INDICATEURS D'ÉVALUATION QUI ONT DU SENS

Mardi 4 février 2025 (Namur) - 9h30 - 16h

IDENTIFIER ET FORMULER DES QUESTIONS ÉVALUATIVES

Lundi 14 avril 2025 (La Louvière) - 9h30 - 12h30

CO-CONSTRUIRE UN MODÈLE D'ÉVALUATION À LA RENCONTRE ENTRE
BESOINS DES PROFESSIONNELS ET DES ADMINISTRATIONS

Mardi 17 juin 2025 (Liège)

EVALUER LES RÉSULTATS EN PROMOTION DE LA SANTÉ

Mardi 23 septembre 2025 (Marche-en-Famenne)

**EVALUER DES ACTIONS DE DEUXIÈME LIGNE : COMMENT RENDRE COMPTE DE
LEUR PORTÉE ET DE LEURS EFFETS ?**

Jeudi 15 janvier 2026 (Liège)

